

# Grenoble : la grève NEYRPIC a mobilisé l'ensemble de l'opinion

(De notre envoyé spécial à Grenoble, Pierre BELLEVILLE)

**L**ES grèves de mars ont naturellement fait oublier des luttes partielles comme celle qui se déroule depuis janvier à Grenoble, à l'entreprise Neyrpic. Celle-ci pourtant continue et demeure, pour le fond, aussi importante.

Rappelons le problème : en décembre, un changement de direction intervenait dans l'entreprise Neyrpic qui fabrique essentiellement du matériel hydraulique. Le directeur de l'Alsthom (entreprise actionnaire chez Neyrpic à 27 p. 100), Glaeser, nous plaçait un représentant des familles fondatrices ; immédiatement, sous prétexte de remise en ordre, dénonçait le contrat sur la progression des salaires, conclu l'année précédente. Tout semble indiquer que le C.N.P.F. et le gouvernement s'étaient alarmés des clauses de cet accord et que, au moment où l'entreprise Neyrpic avait besoin d'argent frais pour faire face à un important accroissement d'activité, on avait subordonné la souscription d'un emprunt à un changement de direction et de politique.

## **Le front socialiste**

La lutte s'est immédiatement engagée et — sous des formes diverses — elle continue. Les formes de cette lutte mériteraient d'être étudiées. Mais, dans cet article, il sera question de deux points seulement :

- 1) Comment le front socialiste s'est réalisé à Grenoble autour du problème Neyrpic ;
- 2) Comment à travers cette lutte partielle des revendications fondamentales concernant la structure de l'entreprise ont été mises en avant.

L'entreprise Neyrpic et sa filiale comportent — comme d'autres entreprises grenobloises — une forte proportion de techniciens, dessinateurs, ingénieurs. Tous étaient, évidemment, concernés et la lutte, dès le premier instant, a été une lutte d'entreprise, non plus parce qu'un certain nombre d'individus des autres catégories rejoignent les O.P. ou les O.S., mais parce que la conception et l'organisation de la lutte étaient l'œuvre commune de différentes sections syndicales d'ouvriers et de cadres. L'objectif était la coopération, l'intégration dans la lutte de départements très particularisés et de diverses catégories de salariés. Il a été atteint.

Une action syndicale qui devenait une lutte d'entreprise, cela n'était certes pas le front socialiste. Mais ce caractère de l'action allait en faciliter l'élargissement. En effet, c'est toute l'entreprise qui

présentait son problème et non seulement la question de salaires, mais l'ensemble de questions économiques, des questions de droit posées par la rupture du contrat, et qui demandait l'appui de la population.

L'élargissement n'a pas été — même ainsi préfacé — un phénomène du hasard. S'il a été possible, c'est à cause du travail antérieur fait à Grenoble.

## **Rapports syndicats-Université**

Citons deux exemples. La lutte pour la paix en Algérie avait déjà eu un caractère très large et pas seulement au niveau d'action épisodique. L'idée que la vie politique locale était l'affaire à la fois des partis, des syndicats ouvriers, des syndicats d'enseignants, que l'on devait d'efforcer d'y intégrer l'Université, avait fait son chemin. Les rapports syndicats-Université ne sont pas un phénomène du hasard. Il existe, dans le cadre de la Faculté de Droit, un Institut d'études sociales qui assume, sous la direction des syndicats et de cette Faculté, la formation des militants C.G.T., C.F.T.C., F.O. et, depuis peu, C.N.J.A. Grâce à ces liaisons, d'autres problèmes ont été abordés. Grenoble est une ville où les rapports Université-industries sont étroits, tels qu'on pourrait craindre la subordination de la première au patronat. Le contexte, les rapports Université-syndicats ont permis d'attirer l'attention de tous, notamment des chercheurs, de poser la question au grand jour.

Il n'est pas étonnant que ce soit du directeur de l'Institut d'études sociales que soit venue l'initiation de la défense, par l'Université, des salariés de Neyrpic et de l'entreprise, des salariés dans leur entreprise. La première lettre qu'il écrivait à ses collègues pour les inciter à intervenir se référait précisément à l'étroitesse des rapports Université - industries existant dans la ville. Le patronat a conçu ces rapports comme une œuvre en sa faveur. De Bernys l'a retournée contre lui.

## **Le caractère irréal des institutions publiques**

L'Université s'est donc intéressée à l'affaire Neyrpic. Elle n'a pas été la seule. Par une conférence de presse extrêmement bien préparée, les syndicats

avaient su porter le problème sur la place publique. Les partis, les syndicats d'enseignants, les associations familiales et culturelles, les maisons de jeunes, les services laïques ont pris position et appuyé les syndicats. Les liaisons créées au temps de la lutte pour la paix en Algérie se sont facilement renouvelées. C'est ainsi que le 29 mars un meeting, organisé par l'intersyndicale Neyrpic, présidé par le doyen de la Faculté de Droit, M. Gore, réunissait deux mille personnes à l'appel de tous les syndicats, du P.C.F., du P.S.U., de la S.F.I.O., du M.R.P., de l'A.G., du C.N.J.A. et de toute une série d'organisations familiales ou culturelles. Tout ce qui fait vivre Grenoble était avec les travailleurs de Neyrpic. Un sénateur, un adjoint au maire soulignaient par leur présence le caractère irréal, coupé de toute la vie sociale des institutions politiques actuelles. Ceux qui auraient dû être au centre d'un mouvement aussi vaste apparaissaient par raccroc.

Une pareille union peut sembler bien vaste. Peut-on parler de Front socialiste ? On ne le pourrait pas s'il s'agissait d'un simple comité de soutien d'une lutte défensive contre des licenciements, par exemple. Mais ici l'union se fait non seulement sur la défense de Neyrpic, mais sur des solutions proposées sur un problème posé.

La motion votée à l'issue du meeting du 19 mars dit notamment : « La population grenobloise est décidée à faire obstacle à toute agression sociale et à faire en sorte que la section syndicale d'entreprise, reconnue par les accords d'octobre 1961, ne soit jamais remise en cause. » C'est toute une conception de la démocratie économique qui est exprimée ainsi. Il est sous-entendu que les décisions de salaires ne concernent pas seulement patrons et employeurs, mais l'ensemble de la population qui aura à souffrir de la régression sociale dans une usine importante. Les interventions au meeting vont, pour la plupart, dans le même sens. Parlant au nom des associations culturelles et des mouvements de jeunesse, Dudek, un des responsables de « Peuple et Culture », souligne que l'on ne pouvait envisager d'action culturelle dans un climat d'insécurité économique. C'est donc à tous ceux qui sont concernés d'intervenir.

## La démocratie dans l'entreprise

Quant à l'action syndicale d'entreprise, aux droits des syndicats dans l'entreprise, il est extrêmement important qu'une assemblée aussi vaste ait pris ce problème en charge. Le doyen de la Faculté de Droit a dit, le 19 mars, en public, à Grenoble : « La démocratie ne doit pas régner seulement dans l'Etat mais dans l'entreprise », et il ajoute : « Les patrons se croient encore monarques absolus comme Louis XIV, mais leur bataille est une retraite. C'est de Grenoble que part le mouvement qui veut la reconnaissance officielle de la section syndicale

d'entreprise. »

Le problème de la démocratie dans l'entreprise a vous le savez, un caractère décisif. L'autorité absolue du patron, son irresponsabilité sont, on le sait, considérées par le patronat comme les conséquences naturelles du droit de propriété. En attaquant sur ce point, c'est le fondement du capitalisme qui est mis en cause. La question de la démocratie dans l'entreprise amène celle de la propriété des investissements. Il s'agit sans doute du point le plus important de notre programme de transition. Ajoutons que la formule du doyen Gore peut être retrouvée. Lutter pour la démocratie dans l'entreprise c'est, aujourd'hui, une manière des plus efficaces de lutter pour la démocratie dans l'Etat.

La réunion sur ce problème d'hommes, de groupes aussi divers, la transformation de la défense de Neyrpic en une action offensive pour la démocratie dans l'entreprise, c'est bien une action de type Front socialiste. Non pas un vague cartel, un regroupement basé sur le contenu des étiquettes, mais l'union sur un point de programme socialiste entre hommes qui sont d'accord pour travailler à ce progrès.

Ajoutons qu'il ne s'agit pas que de nous.

Quelques jours avant le meeting chez Neyrpic, un ingénieur, chef de service, diffusait dans son département le compte rendu d'une réunion avec la direction. Donner des informations, c'est une des bases de la démocratie économique. C'est d'ailleurs pourquoi il fut mis à pied. Pour le défendre, toute l'usine a débrayé. Pourtant, comme le dit un journal local, ce cadre supérieur n'a pas été, depuis dix ans, sans être en conflit avec ses subordonnés et les syndicats. Mais il y a que le jeu de la vérité des faits et de la confrontation autour de cette vérité, l'action entreprise pour sa défense, comme son geste même, témoignent en faveur d'une certaine démocratie économique.

## Le mouvement part de Grenoble

Au meeting même, il a été annoncé qu'un colloque se tiendrait à propos de la section syndicale d'entreprise. Ainsi la question sort de l'ombre, elle ne pense plus y rentrer. Il faudra que le patronat s'explique sur sa conception de l'entreprise. « Le mouvement part de Grenoble... » D'autres initiatives tendant à modifier, à transformer la vie sociale sont déjà parties de Grenoble, non pas sur une base sectaire, mais sur la base la plus large possible, le planning familial, par exemple. Nous avons donc bon espoir pour celle-là. Nous savons, et l'affaire des quatre semaines de congé payé nous l'a rappelé, que sur le front social une position ne s'emporte pas par un assaut général mais à partir d'une première trouée. Il y aura d'abord un point en France où la section syndicale d'entreprise aura d'abord droit de cité. Mais pour que les autres suivent, il faut, dès

maintenant, à chaque occasion, s'organiser. Les syndicats doivent, ailleurs, regrouper autour d'eux, pour des actions constructives, les partis, les juristes, les militants; les sections du P.S.U. doivent travailler à de pareils regroupements. La première bataille pour la démocratie économique consiste à faire la lumière sur les problèmes sociaux et économiques, notamment sur se passe dans l'entreprise, à rendre public ce que patronat et

pouvoir voudraient laisser dans l'ombre, en particulier la manière dont ils exercent leur autorité. A chaque conflit social — comme cela a été le cas lors de la grève des mineurs — il faut informer, mettre les organisations dans le coup, et, le plus souvent possible, faire comme à Grenoble : opposer un programme socialiste à l'arbitraire du patronat et de l'Etat.